LA FORCE DE LA PAIX

Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°0010 Octobre 2011

Les chefs traditionnels à l'occasion d' ONUCI tour dans la commune de Port-Bouët, le 26 octobre 2011

Avançons sur la route de la paix

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION
« **LA FORCE DE LA PAIX** »

SUR LE SITE

www.onuci.org

Elections législatives du 11 décembre 2011 : pour un scrutin démocratique et inclusif

« L'ONUCI est en Côte d'Ivoire pour assister le peuple ivoirien dans ses propres choix, conformément au mandat du Conseil de sécurité. » C'est par ces mots qui sonnent comme un engagement renouvelé que Bert Koenders a entamé, le 24 octobre 2011, ses nouvelles fonctions de Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire.

De fait, à l'heure où certains s'interrogent sur la présence de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, l'ancien Ministre néerlandais de la Coopération a tenu à réitérer à toutes les composantes de la population, le rôle de la mission onusienne dont il conduit désormais les destinées, afin dit-il de « mieux relever les défis. »

Ce serait un truisme que de dire que le principal challenge ici et maintenant, mais aussi pour les mois à venir, est que les élections du 11 décembre se passent sans anicroche. L'ONUCI estime également primordiale la tenue d'un scrutin démocratique et inclusif.

Au moment également où des menaces de boycott planent sur les prochaines joutes électorales, la mission onusienne a appelé de nouveau tous les partis politiques à prendre part à la consultation. « Je ne crois pas qu'il serait de l'intérêt d'un seul acteur politique de rater ce rendez-vous historique », avait estimé le Représentant spécial adjoint, Arnauld Akodjénou au sortir d'une réunion, le 13 octobre avec les dirigeants de la Commission électorale indépendante (CEI).

C'est pour cette raison que M. Akodjénou a annoncé que la mission envisageait d'organiser une rencontre avec tous les acteurs politiques ivoiriens avant la date des élections.

Le financement des élections législatives semble acquis. Et pour cause, le 19 octobre, au cours d'une rencontre tripartite ONUCI/CEI/partenaires internationaux, le numéro 2 de la mission a révélé que les bailleurs de fonds ont promis de soutenir le processus électoral évalué à plus de 13 milliards de FCFA et dont le gouvernement ivoirien devrait financer la moitié.

« Plusieurs Etats de la région et d'ailleurs sont prêts à aider le pays de manière indépendante », a dit, de son côté, M. Koenders, à son arrivée à Abidjan. Une information du reste confirmée par le Représentant spécial adjoint et Coordinateur humanitaire du Système des Nations Unies (SNU) et le Ministre ivoirien de l'emploi, des Affaires sociales et de la Solidarité.

Ndolamb Ngockwey et Gibert Kafana Koné, à l'issue d'une tournée qui les a conduits dans plusieurs capitales européennes, ont estimé que les donateurs internationaux avaient promis une réponse positive à la crise humanitaire ivoirienne.
« Nos interlocuteurs se sont montrés disposés à appuyer le Gouvernement à traverser les derniers instants de la crise ainsi que la phase critique de la transition », a déclaré M. Ngockwey, au cours d'une conférence de presse commune avec le ministre Koné.

Toutefois, l'organisation d'élections crédibles ne pas aller sans accrocs si l'on néglige des aspects importants tels que la garantie sécuritaire, la stabilité et le respect des droits de l'homme.

L'ONUCI, conformément à son mandat de protection des populations civiles et de son soutien à la préparation des législatives, multiplie ses patrouilles terrestres et aériennes sur l'ensemble du territoire ivoirien.

Les équipes de déminage de la mission sont toujours à pied d'œuvre et continuent de nettoyer les sites où se trouvent les engins dangereux, non explosés. En plus, des opérations de désarmement d'anciens combattants ou d'ex-supplétifs de l'armée ivoirienne ont eu lieu récemment sous la supervision de la mission onusienne près de Toulepleu dans l'ouest, à Daloa et dans la commune d'Attécoubé, à Abidjan. Elles vont se poursuivre dans d'autres zones du pays.

Parallèlement à ces actions sur le terrain, l'ONUCI s'est engagée, notamment à travers sa Division des Droits de l'Homme, dans une campagne de sensibilisation et de formation des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) et des ONG des droits de l'homme, en matière de surveillance, d'investigation, de documentation, de rédaction de rapports et de plaidoyer sur les violations des droits de l'homme.

La Section des Affaires civiles et la Division de l'Information publique, ont, quant à elles, entrepris, à travers la Côte d'Ivoire, la sensibilisation de partenaires clés comme les membres du corps professoral et des associations de jeunes affiliées aux partis politiques afin de parvenir à l'organisation d'un scrutin sans violence.

Autant dire que l'ONUCI, avec ses différentes composantes, est encore une fois résolument aux côtés des Ivoiriens sur le chemin de la paix, de la stabilité et de l'unité nationale, pour une sortie de crise heureuse.

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**
Rédacteur en Chef : **Malick Faye**
Coordinatrice : **Rosamond Bakari**
Graphiste Designer : **Jean Brice N'doli**
Illustrations : **Serge Assain Aliké**
Crédits photos : **Basile Zoma, Macline Hien**

Publié par le Bureau de l'Information publique - **www.onuci.org**
Copyright® « La Force de la Paix » 2011 • Tous droits reservés

Ensemble pour la PAIX

«JE SUIS LA POUR SERVIR LE PEUPLE IVOIRIEN», DECLARE LE NOUVEAU CHEF DE L'ONUCI, BERT KOENDERS

« Que le peuple ivoirien sache que je suis là pour le servir », a déclaré lundi 24 octobre 2011, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders dès son arrivée à l'aéroport Félix Houphouët Boigny d'Abidjan.

Venu prendre ses fonctions à la tête de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), M Koenders a adressé ses premiers mots au peuple ivoirien qu'il a félicité pour le progrès accompli jusqu'ici, non sans avoir fait cas des souffrances énormes et des pertes importantes qu'il a endurées pendant la crise et aux cours des années ayant conduit à cette période difficile.

« Le peuple de Côte d'Ivoire a choisi une nouvelle voie et il est maintenant essentiel pour tous les Ivoiriens d'œuvrer à la restauration de l'unité nationale et de la réconciliation », a indiqué le nouveau Représentant spécial.

Dans ce contexte, M Koenders a réitéré le soutien de l'ONUCI à toutes les composantes de la population ivoirienne pour mieux relever les défis. Ainsi, après avoir évoqué l'aide de la mission pour garantir un avenir plus sûr pour les enfants du pays, il a dit espérer s'assurer que les Nations unies pourraient contribuer à aider à trouver de nouveaux emplois et de nouvelles chances pour la jeune génération ivoirienne. Le Représentant spécial a également promis d'apporter tout son appui pour que la justice et le respect des droits de l'homme prévalent dans le pays.

Bert Koenders © UN/ONUCI

« L'ONUCI est en Côte d'Ivoire pour assister le peuple ivoirien dans ses propres choix, conformément au mandat du Conseil de sécurité», a affirmé sans équivoque le nouveau chef de la Mission, ajoutant que plusieurs Etats de la région et d'ailleurs étaient prêts à aider le pays de manière indépendante. »Nous ne sommes pas ici pour prêcher mais pour vous fournir aide et sécurité. Rien de plus mais également rien de moins », a-t-il ajouté.

Le Représentant spécial a assuré que l'ONUCI, sous son leadership allait exécuter son mandat et travailler avec le peuple ivoirien en vue d'assurer la sécurité, la stabilité et le respect des droits de l'homme.

Sur ce point, M Koenders a exhorté les leaders politiques et tous les Ivoiriens à s'engager sur le chemin de la paix et à travailler ensemble pour la stabilité, la paix et l'unité nationale. Dans cet ordre d'idées, il a estimé que l'organisation d'élections législatives démocratiques et inclusives serait une étape importante, avant de former l'espoir d'aider le pays à y parvenir.

Par Juliette Mandan Amantchi

QUI EST ALBERT GERARD KOENDERS ?

Nommé par le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon, en qualité de Représentant spécial pour la Côte d'Ivoire, M Albert Gerard Koenders, de nationalité néerlandaise, a pris fonction à la tête de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire le 24 octobre 2011.

M. Koenders a plus de 25 années d'expérience dans les affaires internationales, la coopération pour le développement, ainsi que dans l'élaboration de politiques internationales sur les questions de développement, humanitaires et de gouvernance. A sa nomination, il était Coprésident du Groupe de travail du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement de la Conférence de Busan et Président de la Rutgers World Population Foundation, War Child.

De 2007 à 2010, M. Koenders a été Ministre de la coopération au développement de son pays. Il a participé à ce titre aux initiatives intégrées de soutien à la paix en Afghanistan, au Burundi, au Tchad, en République démocratique du Congo et au Soudan.

M. Koenders était auparavant membre du Parlement des Pays-Bas, de 1997 à 2007, période pendant laquelle il a accompli plusieurs missions dans des zones touchées par des conflits, notamment en Afrique et au Moyen-Orient.

Il a également présidé le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au cours de sa carrière, M. Koenders a travaillé à la Commission européenne et pour les Nations Unies au Mozambique. Il a également assumé les fonctions de Conseiller en politique étrangère auprès de plusieurs députés néerlandais.

M. Koenders est diplômé de la Free University d'Amsterdam, et titulaire d'une maîtrise en économie internationale et en études africaines, obtenue à la School of Advanced International Studies de l'Université Johns Hopkins, à Washington, D.C.

De 2000 à 2002, il a été professeur honoraire pour la gestion des conflits à l'Université Johns Hopkins, à Bologne.

M. Koenders est né aux Pays-Bas en 1958.

BERT KOENDERS PREND CONTACT AVEC LES ACTEURS IVOIRIENS

Arrivé le 24 octobre, le jour même de la célébration du 66è anniversaire de la création de l'organisation des Nations Unies, le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU (RSSG) pour la Côte d'Ivoire, Bert Koenders n'a cessé de rencontrer les acteurs du processus de paix ivoirien, des diplomates, des représentants des institutions ainsi que le personnel de la Mission.

Il a réservé sa première visite au Ministre des Affaires étrangères, Daniel Kablan Duncan, avec qui il a discuté de la sécurité, de la réconciliation et de la relance de l'économie. « Ces trois aspects importants sont inclus dans le mandat du Conseil de sécurité », a-t-il mentionné. Le même jour, il a rendu visite au Représentant spécial du Facilitateur pour faire un large tour d'horizon des derniers développements du processus de paix. Ils ont également évoqué les élections législatives.

Pour s'imprégner des réalités sur le terrain, M. Koenders s'est rendu à Duékoué, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. La visite de travail, d'une journée a permis au RSSG de recenser les besoins immédiats et futurs des autorités administratives, politiques, traditionnelles, ainsi que ceux de la Commission électorale indépendante(CEI). Il les a assurés de l'appui de l'ONUCI pour les prochaines élections législatives, et a manifesté l'intérêt de la mission à protéger les populations vivant en Côte d'Ivoire, faciliter le retour des déplacés internes dans leurs foyers respectifs, œuvrer au respect des droits de l'homme ainsi que favoriser l'instauration de la cohésion sociale.

A Duékoué, le RSSG a ouvert une session de formation organisée à l'intention des casques bleus déployés dans la région. Il a eu par la suite également une séance de travail avec le bataillon marocain (MORBATT) et les officiers de la Police des Nations Unies (UNPOL), une rencontre au cours de laquelle il a eu droit à des exposés sur la situation sécuritaire au Secteur Ouest en général et particulièrement à frontière ivoiro-libérienne. Rappelons que dans la nuit du 15 au 16 septembre 2011, des hommes armés ont attaqué des localités de Zriglo et de Nigré, une zone proche de la frontière libérienne, tuant officiellement 23 personnes dont des hommes, des femmes et des enfants.

Bert Koenders avec le Ministre des Affaires Etrangères ivoirien © UN/ONUCI

Le nouveau patron de l'ONUCI fait chef Wê © UN/ONUCI

Sur place, les interlocuteurs du chef de l'ONUCI parmi lesquels, les autorités administratives et politiques, ainsi que les Chefs traditionnels lui ont rappelé, au cours d'une réunion tenue à la préfecture, que Duékoué a été le département de Côte d'Ivoire ayant payé le plus lourd tribut à la récente crise postélectorale. Les violences perpétrées à cette occasion ont provoqué de nombreuses pertes en vies humaines, des pillages, des viols et des destructions de demeures. Ces drames ont sonné la rupture de confiance entre les autochtones et les populations venus d'ailleurs. Au plus fort de la crise, entre fin mars et octobre 2011, quelque 27000 personnes ont dû trouver refuge à la Mission catholique de la ville.

Cependant, il importe de souligner que la situation des personnes déplacées internes (PDIs) à la mission catholique s'est considérablement améliorée. Leur nombre est passé depuis, de 27 000 à 2700 personnes. La plupart sont retournés dans leurs foyers.

Huit mille personnes ont été relocalisées sur le nouveau site de Nahibly que M. Koenders a pu visiter. Ce camp, situé sur l'axe Guiglo, à 5km du centre ville, a été érigé par les humanitaires pour désengorger celui de la Mission catholique.

Par Pierre Aby et Juliette Mandan Amantchi

L'ONUCI REUNIT LES ELUS, LES CADRES ET LE CORPS PREFECTORAL AUTOUR D' UN ENVIRONNEMENT POST-CRISE APAISE

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a initié une série de séminaires d'échanges et de réflexion à l'intention des élus, des cadres et du corps préfectoral des 19 régions administratives du pays.

Après les meurtrissures occasionnées par la crise qui a suivi la présidentielle de novembre 2010, voici venue l'heure du dialogue entre les principaux acteurs de la crise au niveau local. L'ONUCI a aidé à les réunir pour discuter de la cohésion, de la cohabitation et de la réconciliation dans les entités décentralisées.

Ces rencontres se sont déroulées avec une forte participation du commandement territorial : préfets, sous-préfets, des élus tels que les députés, les présidents de conseils généraux, des agents de l'Etat, comme les chefs de services administratifs et autres hauts fonctionnaires en service ou ressortissants des régions concernées. Ces forums visent à permettre aux participants de réfléchir sur les mécanismes à mettre en place pour préserver un environnement apaisé après la grave crise postélectorale et de garantir des élections législatives sans heurts.

A ce jour, ce sont les régions du Sud-Bandama (du 22 au 23 septembre, à Divo), du Bafing (du 19 au 20 octobre, à Touba), de l'Agnéby (du 20 au 21 octobre, à Agboville), de la Marahoué (du 25 au 26 octobre, à Bouaflé) et du Moyen Cavally (du 26 au 27 octobre, à Duékoué), qui ont accueilli ce séminaire.

Photo de famille à l'issue du seminaire de Duékoué © UN/ONUCI

Pendant deux jours, les participants dans les différentes régions ont bénéficié de l'expertise de plusieurs sections et divisions de l'ONUCI pour mener à bien leurs réflexions. Ainsi, le Bureau de l'Information Publique, les divisions des Droits de l'homme et de l'Assistance électorale, les sections des Affaires civiles, de l'Etat de droit et l'Unité Genre, ont instruit les séminaristes sur leurs différentes missions et sur le mandat de la Mission des Nations Unies.

De plus, au terme des travaux en atelier et à l'issue de débats parfois contradictoires et souvent houleux, les participants ont adopté des recommandations visant à permettre le retour de la paix et la restauration de la cohésion sociale dans leurs différentes localités.

Dans toutes les régions où se sont déroulés les séminaires, les participants sont unanimes sur le bien-fondé de cette initiative de l'ONUCI. Elle offre, selon eux, l'opportunité aux élus, aux cadres et au corps préfectoral de renforcer leurs capacités en matière de culture de la paix et de renforcement de la cohésion sociale.

L'ONUCI entend poursuivre l'organisation de ses séminaires dans les autres régions administratives durant toute la période qui va jusqu'au 30 juin 2012 afin de contribuer durablement à la stabilité en Côte d'Ivoire.

Par Charles Dago Toutoupko

FRÉQUENCES ONUCI FM

ONUCI FM
La radio des Nations Unies en Côte d'Ivoire
LA FRÉQUENCE DE LA PAIX !

ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUE 91.1 • FERKESSEDOUGOU 104.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 • ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 •

LA FEUILLE DE ROUTE DES RADIOS PRIVEES NON COMMERCIALES POUR UNE COUVERTURE PROFESSIONNELLE DES ELECTIONS LEGISLATIVES

Les responsables des radios privées ont été sensibilisés aux enjeux des prochaines legislatives © UN/ONUCI

Les radios privées non commerciales sont désormais outillées pourcouvrir de manière responsable les législatives conformément à leur cahier de charges. Elles ont également été informées des nouvelles dispositions qui sont en train d'être prises dans l'intérêt de leur nouvelle corporation.

Un peu plus de 80 représentants de radios non commerciales venus de diverses régions de la Côte d'Ivoire ont pris part le lundi 31 octobre 2011, à Abidjan, à l'Atelier de sensibilisation et d'information sur le thème : « Le rôle des radios privées non commerciales en période électorale », organisé conjointement par la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) et l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI),
Félicités unanimement par les personnalités présentes lors de la cérémonie d'ouverture, pour le bon travail d'information et de sensibilisation des radios de proximité, à l'endroit des communautés en vue d'expliquer les différentes étapes du processus de l'élection présidentielle, les acteurs de ces radios ont été priés de « reconduire le travail déjà accompli. »

Plusieurs exposés en sous-thèmes ont été présentés par des représentants de la Commission électorale indépendante (CEI), des Représentants de la HACA et le Président de l'Union des Radios privées de Côte d'Ivoire (UPRCI).

Les exposants ont mis en exergue le rôle essentiel des radios non commerciales en période électorale, et les sanctions encourues si elles ne s'y conformaient pas. Bref, elles ont été rappelées sur l'importance de leur rôle en tout lieu et en tout temps.

Des échanges houleux mais francs ont permis aux participants et aux exposants de poser sur la table des « récriminations » pour certains et des « doléances » pour d'autres.

Au sortir de cet atelier d'un jour, des recommandations avaient été formulées et en attente d'être validées par toutes les radios privées non commerciales en accord avec la HACA.

Par Juliette Mandan Amantchi

Nations Unies
Faites entendre votre voix

ONUCI TOUR À L'ASSAUT DES COMMUNES D'ABIDJAN

Après avoir organisé plus de 600 séances d'ONUCI Tour dans autant de villes et villages de l'intérieur, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a étendu sa campagne d'information et de sensibilisation pour un environnement apaisé à la région abidjanaise. Cette phase de la campagne a débuté le 5 octobre dans la commune d'Attecoubé, avant d'aborder Adjamé, Treichville et Port Bouet respectivement, les 12, 19 et 26 du mois.

Un aspect clef d'ONUCI Tour-Abidjan a été son appropriation par les collectives locales, symbolisée par la présence d'une délégation de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) à son lancement en septembre, lors de la célébration de la Journée internationale de la Paix au siège de l'ONUCI.

ONUCI Tour à Port-Bouët © UN/ONUCI

ONUCI Tour a débuté en 2009 comme un moyen de faire connaître l'ONUCI dans des villages et localités reculés dont les habitants avaient peu d'information sur la mission. La campagne s'est ensuite étendue aux villes de l'arrière pays, pour atterrir finalement dans la capitale économique, qui pose des défis additionnels pour une initiative de ce genre.

Les communes abidjanaises ont une population cosmopolite, avec des sensibilités politiques diverses. Exception faite de l'Ouest du pays, c'est à Abidjan que la polarisation politique a été la plus marquée pendant la crise postélectorale. Certaines communes ont été le théâtre de combats meurtriers, et de déplacements massifs de populations. De graves violations des droits de l'homme à grande échelle ont été enregistrées dans plusieurs parties de la ville.

Les préparatifs d'ONUCI Tour-Abidjan offrent une occasion à la mission de resserrer les liens avec les autorités administratives, les élus et la société civile, dont des représentants siègent aux côté de ceux de la mission, dans les comités préparatifs. Ces comités se chargent notamment du choix du lieu de la séance d'ONUCI Tour et de la mobilisation des organisations participantes. A cet égard, l'ONUCI prône l'inclusion de toutes les sensibilités politiques et religieuses, car la campagne vise à contribuer au rétablissement de la cohésion sociale mise à mal par la crise postélectorale.

Les ONG, groupements à vocation sociale, tels que les enseignants, les transporteurs et les commerçants ainsi que les chefs des services administratifs font également partie des participants.

A chaque édition d'ONUCI-TOUR-Abidjan, les représentants de la mission animent des présentations relatives à des thèmes-clefs du processus post-crise, dont le rôle et les responsabilités des leaders d'opinion pour la promotion des droits de l'homme et ceux des enfants, la promotion du genre, des valeurs de la cohésion sociale et de la réconciliation, et l'appui de la mission au désarmement, à la démobilisation, à la réinsertion et à la réforme de la sécurité pour un environnement post-crise apaisé.

D'autres thèmes sont également présentés, tels que l'éducation aux valeurs démocratiques et à la participation citoyenne, le rôle de la certification dans le processus électoral et la contribution de l'État de droit à la paix, à la réconciliation et à un environnement électoral apaisé.

A travers ces présentations et les discussions qu'elles suscitent, un certain nombre de messages sont mis en exergue, dont un des principaux, relayé tant par les représentants de l'ONUCI que par les autorités municipales, est qu'aucune contribution pour la paix et la réconciliation n'est de trop. Un autre message récurrent est l'importance des participants en tant que multiplicateurs de messages transmis.

Ces rencontres sont aussi une occasion pour les communautés-hôtes de faire part des initiatives prises pour impulser la réconciliation et sauvegarder la cohésion sociale. C'est ainsi qu'à Treichville, la délégation onusienne a pu apprendre comment des responsables de la commune étaient parvenus à limiter les dégâts de la crise postélectorale en interpellant les jeunes de différents bords politiques.

A Port Bouët, des participants ont salué les efforts consentis au lendemain de la crise, par les autorités municipales, par le biais d'une caravane de la réconciliation, pour sauvegarder la cohésion sociale à un moment d'hostilité aiguë entre partisans de camps politiques opposés.

Des préoccupations de différents ordres sont également soulevées par les habitants des communes visitées, dont le besoin d'emplois pour les jeunes comme moyen d'assurer une paix durable, ainsi que le besoin d'assistance pour la réhabilitation et l'équipement de services sociaux affectés par la crise.

L'insécurité et les relations parfois exécrables entre les Forces républicaines de Côte d'Ivoire et les populations font également partie des griefs entendus lors de ces rencontres avec les populations d'Abidjan.

Par Kenneth Blackman

LA CÔTE D'IVOIRE CÉLÈBRE LA JOURNÉE DES NATIONS UNIES

Pour célébrer le 66è anniversaire de la Journée de l'Organisation des Nations Unies (JNU), le 24 octobre 2011, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), a associé toute la population de son pays hôte à l'événement. Une célébration éclatée sur tout le territoire ivoirien et variée qui avec du sport, de l'art, et des activités populaires, avec comme point d'orgue, une cérémonie officielle à Yamoussoukro.

Pendant trois jours, les agents des Nations Unies et les populations ont communié avec les populations ivoiriennes pour leur rappeler les raisons de leur présence dans le pays. Cependant, à Yamoussoukro où s'est tenue la cérémonie officielle, celle-ci était empreinte de sobriété et de dignité en signe de solidarité de l'ONU avec peuple de Côte d'Ivoire endeuillé par un accident de circulation survenue sur l'axe Toumodi-Yamoussoukro, deux jours auparavant et qui avait fait plus d'une vingtaine de morts.

Après avoir présenté ses condoléances aux familles des victimes, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Arnauld Akodjénou, a lu le message du Secrétaire général de l'ONU qui rappelle essentiellement au monde la nécessité de s'unir pour le bien être de l'humanité. « En ces temps incertains, une seule voie nous est offerte : nous rassembler autour d'objectifs communs » a ainsi estimé Ban-ki Moon, ajoutant que l'ONU n'avait jamais été aussi nécessaire.

Pour sa part, le représentant du gouvernement ivoirien, Mathieu Babaud Darret, Ministre des ex-combattants et des victimes de guerre, a également souligné le rôle important de l'ONU dans le monde et en Côte d'ivoire dans plusieurs domaines notamment l'instauration de la démocratie, la recherche de la paix et de la sécurité, la lutte contre la pauvreté, la santé. « La Côte d'ivoire ne cessera jamais d'exprimer sa reconnaissance à l'ONU, estimant que le pays était bien placé pour apprécier à sa juste mesure, les actions onusiennes sur le terrain», a-t-il dit

Auparavant, le gouverneur du district de Yamoussoukro, Augustin Thiam, avait loué les fonctionnaires des Nations Unies pour leur lutte quotidienne sur la base du principe de l'égalité, de la justice et de la démocratie.

La jeunesse a pris une part active à la célébration de la journée des Nations Unies à Yamoussoukro
© UN/ONUCI

Dans le reste du pays, la commémoration a été effective dans plusieurs villes. A Man (530 km d'Abidjan), à l'initiative du Système des Nations Unies (SNU), le message du Secrétaire général de l'ONU a été lu en anglais et français par le chef de la délégation de l'ONUCI Man, Brigitte Fomunyam Tefuh, et le chef du bureau de l'OCHA Man, Salima Mokrani, représentant les agences et fonds du SNU basés à Man. Le SNU a aussi participé à la célébration de cette journée à travers l'UNICEF, l'UNFPA, l'OMS, l'OIM, le PAM, le HCR, la FAO et OCHA.

A Tabou, la célébration a été conjointement organisée par l'ONUCI et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les refugiés (UNHCR) et marquée entre autres par la lecture du message du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon par Roger Agodé, point focal de l'ONUCI à San Pedro.

A Bondoukou, à 416 km à l'Est d'Abidjan, la cérémonie a été marquée par une levée du drapeau des Nations Unies et un défilé militaire du bataillon Ghanéen de l'ONUCI (le Ghanbatt15) et par l'organisation d'un tournoi de football Maracaña.

A Odienné (867 km au nord ouest d'Abidjan), lil ya eu un atelier de sensibilisation à l'endroit des femmes sur le thème: «Sensibilisation des femmes de la région du Kabadougou pour une meilleure implication au processus de réconciliation, de démocratie et de reconstruction nationale ». A Seguéla, deux grands volets ont constitué l'affiche de cet événement. Dans la matinée, l'ONUCI, à travers les sections DAE, PIO, les UNPOL et Observateurs militaire (MILOBS) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les refugiés (UNHCR,) a organisé une causerie-café qui a regroupé la société civile, la Commission Electorale indépendante (CEI), les ONG, les leaders et les associations des femmes. Dans la région des savanes, notamment à Korhogo, une table-ronde autour du thème : « la contribution du système des Nations Unies à la réconciliation et à la reconstruction dans la région des savanes » a été organisée en vue de contribuer au processus de la réconciliation et de la reconstruction nationale.

A Daoukro, localité située à 250 km au nord d'Abidjan, l'ONUCI a associé les artistes à cette commémoration. Regroupés au sein d'associations diverses de peintres, calligraphes, plasticiens, musiciens, chanteurs, danseurs, les artistes ont voulu marquer leur adhésion au processus de réconciliation.

A Bouaké (346 km au nord d'Abidjan), l'ONUCI avait organisé samedi 22 octobre 2011, une journée sportive placée sous le signe de la réconciliation nationale. Plusieurs disciplines dont le football, le volleyball, le tennis de table et le billard ont rassemblé des équipes de l'ONUCI, des FRCI et des jeunes de la ville autour d'une même thématique « Le sport pour la paix et la réconciliation ».

Par Bakary Bakayoko

GAGNOA ACCUEILLE LES 17ÈME JOURNÉES DE L'ONUCI

Pendant quatre jours (du 4 au 7 octobre 2011), les populations de Gagnoa et l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ont écrit une nouvelle page de leur relation, ceci par un engagement et une adhésion des populations de cette riche localité cosmopolite du centre ouest du pays, aux idéaux de paix, de cohésion sociale et de réconciliation, prônés par la Mission.

A travers des activités sociales, humanitaires, intellectuelles, sportives et artistiques, la cité du Fromager qui accueillait la 17e Edition des Journées de l'ONUCI à Gagnoa, aura permis à ses habitants, de mieux connaitre le mandat de la Mission, les activités des différentes sections, mais elle aura surtout permis à la délégation onusienne d'écouter, de comprendre et d'apporter des solutions aux préoccupations des fils et filles de la région.

Les vainqueurs du tournoi de maracana ont été recompensés © UN/ONUCI

« Nous sommes venus vous écouter afin de mieux vous connaitre et nous faire connaitre davantage de vous», avait d'entrée de jeu, déclaré Marguerite Roy, Responsable de la Division des Affaires politiques. Le Préfet de Région, N'zi Kanga, après avoir présenté Gagnoa, a fait le point de la situation sociale et économique. Il a rassuré la délégation onusienne au retour de la cohésion sociale et de la réconciliation dans son département avant d'appeler l'ONUCI à contribuer au renforcement de la sécurité dans la ville et ses environs. Au cours de cette journée, plus de 200 personnes ont pu bénéficier de soins médicaux et de médicaments gratuits offerts par le bataillon béninois. Lors des travaux en atelier qui ont permis aux groupes des chefs traditionnels, aux élus et cadres, aux femmes, aux jeunes, aux médias et aux Forces de sécurité d'exprimer leur préoccupations et surtout de trouver les moyens et mécanismes de promouvoir des actions pour la cohésion sociale et la réconciliation, après des discussions contradictoires et houleuses, tous se sont accordés à reconnaitre que la seule chose qui vaille d'être préservée était la paix. Dans ce contexte, ils se sont tous engagés à s'unir et à travailler ensemble dans un esprit de fraternité, de tolérance afin de renforcer la cohésion sociale fragilisée par des crises répétitives et à sceller une réconciliation franche.

Ces engagements ont été pris et lus devant la délégation de l'ONUCI dirigée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, Arnauld Akodjénou, les autorités administratives, politiques, coutumières, religieuses et la population venue en grand nombre participer au forum d'échanges et d'information. Démontrant qu'ensemble l'ONUCI et les populations de Côte d'Ivoire peuvaient travailler main dans la main dans un environnement apaisé, M Akodjénou a signé un contrat d'accord de plus de huit millions de FCFA pour le financement de la réhabilitation de trois salles de classes de l'école primaire de Mahidio, village situé à 9 kilomètres du Chef-lieu de la Région du fromager, à la grande satisfaction des Gagnoalais. Ils ont, plus tard dans l'après midi, visité les stands des diverses sections et posé des questions et soulevé des préoccupations, qui ont été pris en compte par les représentants de ces sections.

Rendez-vous a été donné dans la soirée pour apprécier les talents des artistes locaux et certains venus d'Abidjan à travers des sketches, des danses, des poèmes dédiés à la paix, à la cohésion sociale et à la réconciliation. Les journées de l'ONUCI à Gagnoa ont pris fin le vendredi 7 octobre par des activités sportives notamment un cross populaire auquel ont pris part des femmes, des enfants, des hommes et des fonctionnaires de l'ONUCI. Des matches de football ont opposé des équipes féminines et masculines. Au cours de toutes ces activités qui se sont déroulés dans la bonne humeur, l'entente et la fraternité, des messages de paix ont été distillés. Un concert populaire a bouclé ces Journées de l'ONUCI à Gagnoa.

Par Juliette Mandan Amantchi

Visitez notre site web : **www.onuci.org**

LES PARTENAIRES INTERNATIONAUX DISPOSÉS À APPUYER LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN

Le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Coordonnateur humanitaire, Ndolamb, Ngokwey et le Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, des Affaires sociales et de la Solidarité, Gilbert Koné Kafana, étaient le 31 octobre 2011, face à la presse.

Cette conférence de presse particulière visait à faire le point de la tournée internationale que le haut responsable de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et le ministre ivoirien ont effectuée du 17 au 22 octobre en vue de lever des fonds pour donner une réponse à la crise humanitaire que vit la Côte d'Ivoire. Les deux personnalités ont rencontré notamment le Secrétaire d'Etat britannique au développement international à Londres, puis des représentants des Etats membres de l'ONU que sont la Turquie, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, le Koweït, l'Arabie Saoudite, mais aussi des agences des Nations Unies à Genève et enfin les Ministres français et belges de la coopération ainsi que des représentants des services d'aide humanitaire et de développement de l'Union Européenne (UE), respectivement à Paris et Bruxelles.

Selon M. Ngokwey, cette visite pleine d'enseignements a permis de se rendre compte de la nécessité de la sensibilisation des donateurs internationaux sur la réalité de la crise ivoirienne. « On a fait comprendre que l'ampleur de la crise humanitaire en Côte d'Ivoire est gérable, mais qu'il faut la gérer maintenant afin d'avoir des résultats. Des braises persistent encore, mais il faut les éteindre maintenant », a souligné le Coordonnateur humanitaire.

Toutefois, M Ngokwey s'est déclaré optimiste au regard des résultats obtenus et des promesses reçues de leurs interlocuteurs qui ont promis de réagir dès qu'ils entreront en possession des documents de planification à l'appui humanitaire à la Côte d'Ivoire. « Un retrait prématuré des acteurs humanitaires aurait des conséquences dramatiques sur les populations les plus vulnérables. Nos interlocuteurs se sont montrés disposés à appuyer le Gouvernement à traverser ces derniers instants de la crise ainsi que cette phase critique de transition », a expliqué t-il.

Le Ministre Kafana Koné et le RSSG Ndolam Ngokwey © UN/ONUCI

Le Coordonnateur humanitaire a ajouté que le soutien de la communauté internationale serait nécessaire tout au long de l'année 2012 même si, a-t-il admis, « le gouvernement ivoirien et ses interlocuteurs ont déjà fait d'importants progrès dans l'amélioration de la situation sécuritaire, politique, économique et sociale » .M. Ngokwey a rappelé que l'élaboration en cours du Plan National de Développement (2012-2015) ainsi que du Programme National de Cohésion sociale reflétait les orientations stratégiques du Gouvernement qui a, par ailleurs mis en place un Comité National de Coordination de l'Action Humanitaire qui rassemble des représentants des Agences des Nations Unies et des organisations non-gouvernementales nationales et internationales.

Revenant sur la situation humanitaire, le Coordonnateur a estimé que la dynamique de retour était de plus en plus évidente avec le constat d'un retour volontaire des déplacés et des refugiés dont le nombre dans les sites, les familles d'accueil et à l'extérieur décroit ostensiblement. « A ce jour, 400.000 personnes sont rentrées, mais il faut continuer en améliorant la sécurisation des sites d'accueil, leur environnement et en mettant l'accent sur la cohésion sociale. Ce n'est pas dans un site de déplacés qu'on peut bâtir son avenir. On a besoin d'un dernier coup de pouce et le Gouvernement s'est engagé à une sensibilisation dans ce sens » a conclu M. Ndolamb.

Auparavant, le Ministre Gilbert Koné Kafana, avait expliqué que cette mission de sensibilisation des partenaires finançant l'action humanitaire visait à attirer leur attention sur le fait que si la guerre était terminée il n'en était pas de même pour la crise humanitaire qui n'est pas totalement achevée. Mais selon lui, la tournée a été fructueuse. « Les partenaires ont été sensibles, car les gouvernements des pays visités ont une excellent idée du Président ivoirien et ont confiance en l'action du gouvernement ivoirien. La confiance est revenue », a-t-il assuré.

Par Marie-Mactar Niang

L'ONUCI SENSIBILISE LES FORCES DU 1er BATAILLON DU GENIE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Promouvoir le respect des droits de l'homme fait partie intégrante du mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Toutefois, dans le contexte de la crise postélectorale qui a secoué récemment le pays et qui a mis à mal l'un des principes fondamentaux d'un état de droit, la tâche s'avère plutôt ardue pour les défenseurs des droits humains.

Pour gagner la bataille contre les violations des droits de l'homme, l'ONUCI a recours à un instrument qui peut s'avérer efficace : la formation, surtout celle des forces de l'ordre.
Cinq cents éléments du 1er bataillon du génie militaire basé à Adjamé ont ainsi été sensibilisés aux droits de l'homme du 11 au 13 octobre 2011 par le personnel de la mission onusienne. La Division des droits de l'homme de l'ONUCI a assuré cette formation à la demande du commandement des Forces Républicaine de Côte d'Ivoire (FRCI).

La sensibilisation s'est déroulée en quatre sessions, ciblant des groupes de sous-officiers et d'officiers. Les sessions ont été principalement axées sur le respect des principes de base des droits de l'homme dans l'exercice des fonctions de forces de l'ordre. Elles ont aussi été l'occasion de sensibiliser les éléments des Forces spéciales sur diverses autres questions liées aux droits de l'homme telles que les responsabilités de l'Etat et/ou de ses représentants, le maintien de l'ordre et l'usage de la force et des armes à feu.

Formateur de l'ONUCI sensibilisant les FRCI © UN/ONUCI

« Nous avons demandé à nos frères et sœurs des Nations Unies de venir nous éclairer sur les droits de l'homme afin que chacun connaisse ses responsabilités pour mieux se comporter; car personne n'est au-dessus de la loi», a déclaré à ses hommes, le Commandant du 1er bataillon du génie, Koné Zacharia, au début de la sensibilisation.
« Les efforts de renforcement des capacités nationales en droits de l'homme par la Division des droits de l'homme (DDH) de l'ONUCI, s'inscrivent dans le cadre de sa coopération technique avec le Gouvernement ivoirien », a expliqué Augustin Somé, le Coordinateur de l'Unité de Coopération Technique de la DDH.

De même, les dernières résolutions du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur la situation en Côte d'Ivoire, mettent l'accent sur le renforcement des capacités des institutions nationales dont l'Armée, en matière des droits de l'homme, a poursuivi M. Somé.

L'ONUCI a formé plus de 1700 éléments des FRCI et de la police depuis fin septembre. Elle apporte son appui technique dans le cadre du « séminaire de renforcement des capacités des FRCI en droits de l'homme » prévu du 14 au 15 Octobre à Yamoussoukro.

Par Parfait Kouassi Kouakou

RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons NON !

à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles

A TRAVERS SES VOLONTAIRES, L'ONUCI FETE LA DIVERSITE CULTURELLE

Le travail des Volontaires des Nations Unies a été salué par les responsables de l'ONUCI © UN/ONUCI

Une Journée culturelle et gastronomique organisée par les Volontaires des Nations Unies (VNU) au sein de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) s'est déroulée, le 14 octobre 2011, au siège de la mission onusienne à Abidjan.

S'exprimant à cette occasion, le Représentant Spécial adjoint du Secrétaire des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Arnauld Akodjènou, a déclaré que les volontaires étaient devenus l'épine dorsale de la mission. «J'ai été habitué à les voir travailler avec les refugiés au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Refugiés (HCR). J'ai été heureux de les voir dans cette opération de maintien de paix, travailler avec abnégation et beaucoup de dévouement », a-t-il dit. Parlant de la journée, M. Akodjenou a indiqué qu'elle était le symbole de la reconnaissance du sacrifice quotidien des volontaires au sein de l'ONUCI. «Sans eux très peu aurait été fait pour faire avancer la cause de la paix. Leur particularité est de rester proches des hommes et des femmes. Ils sont l'élément critique de notre mission et donc de notre travail », a-t-il fait savoir.

Le numéro Deux de l'ONUCI a, par ailleurs, plaidé pour que cette journée soit « une occasion de rendre hommage aux volontaires, de les inclure dans la grande famille de la mission et de leur vouer de la considération ».

La journée a été marquée par des présentations culturelles et vestimentaires, des danses et de la gastronomie des différents pays représentés au sein de la mission onusienne.

Selon le Directeur du Programme des VNU en Côte d'Ivoire, Jacques Mouaya, l'un des objectifs de la Journée était de générer des ressources afin d'assister les populations les plus démunies de Côte d'Ivoire. L'événement visait aussi à permettre aux partenaires du Programme de faire connaitre leurs produits et d'échanger avec les volontaires sur la culture et les réalités de leurs pays.

L'ONUCI compte 300 volontaires au sein de son personnel.

Par Michel Man

Visitez notre site web :

www.onuci.org